



Nancy le 18mai 2016

## COMPTE-RENDU DU CTL DU 12/05/2016.

### « PUS belle la vie »

À la suite de notre liminaire, Mr Saillard veut nous faire pleurer, il ne répondra pas aux questions politiques.

«Vous citez Jaurés, oui, moi aussi, je suis pour le service public, mais la force de la DGFIP est de s'adapter aux effectifs qui diminuent, c'est notre force,» dixit le Président.

Il ne veut pas faire «le vieux poilu», n'empêche, il participe bien à la tonte annuelle de la DDFIP 54.

Depuis son entrée en 1975 dans l'administration, Mr Saillard a roulé sa bosse, maintenant carrosse, et est fier d'avoir participé activement à la disparition de six trésoreries en Corrèze.

Quant aux suppressions de postes, il les assume. Et il admet encore une fois être contre les RAN, pour disposer librement de l'affectation des agents.

A part cela, le Président ne fait pas de réponses politiques. Il est juste un fidèle serviteur du gouvernement quelque soit sa couleur.

Faisant référence à un article du Parisien sur un accueil dédié et personnalisé, édité quelques jours plus tôt, nous critiquons une fois de plus, le déni de dialogue social avec les OS nationales et cette façon unilatérale de procéder, ce projet ayant été conçu dans le plus grand secret.

«Améliorer l'accueil des usagers en évitant... de les recevoir,» Tel sera le programme pour l'automne prochain

Nous conseillons donc à Mr Saillard d'aller sur le site de la CAF ou de Pôle Emploi qui pratiquent déjà cet accueil personnalisé. Les conséquences dans ces services à la pointe du progrès en sont déjà visibles. Dernier exemple en date, un site de la CAF en Alsace a fermé ses services d'accueil physique pour cause de surcharge de travail due à la prime d'activité.

Combiné avec la mise en place de la retenue à la source, la DGFIP subit un empilement incohérent de réformes. Elle va vite être bloquée comme le port de Marseille....par la Sardine. Ce qui fait dire que l'accueil personnalisé, c'est l'adaptation de l'Administration à l'absence de moyens.

À l'approche de la coupe d'Europe, la devise était «et un, et deux, et trois, Zéro»

Mr Saillard nous sort sa propre devise pour L'Adaptation des structures au Réseau (ASR), c'est comme un match en «repeat again», «et Trois, et Deux et Un, Zéro», les petites équipes ne seront pas maintenues. A bon entendeur, Salut!!!. Le ton est dans la chanson!!!

Information sur le schéma départemental de coopération intercommunale du 54.

Le Maire d'Anthelupt et son conseil municipal demandent à être rattaché à la Trésorerie d'Einville-au-Jard au grand mécontentement du Président qui espérait fermer celle-ci sans tambour, ni trompette.

Le Bant de Toul restera sur place mais sous la responsabilité du chef du CDIF de Nancy. Les représentants de Solidaires ont voté contre ces projets, car l'administration droite dans ses bottes applique le 49-3 au dialogue social n'apportant aucun amendement à ses décisions. Rappelons quand même que les CTL sont convoqués pour des projets qui ne sont pas avalisés par la DG.

Nous sommes revenus sur la problématique du CFP de Longwy, en signalant à Mr Saillard, pourtant un homme moderne qu'il rame totalement à contre-courant. En effet, alors que le député-maire de Longwy réussit à récupérer un effectif supplémentaire de 10 policiers au commissariat, qu'une agence de la CAF a été rouverte ainsi qu'une antenne de la Préfecture et de l'Agriculture, la DDFIP 54 organise sa déliquescence. Cerise sur le Gâteau, l'accueil des frontaliers considéré comme des dossiers complexes ne doit être pris en compte qu'en accueil primaire, ceux-ci ayant l'habitude !!! Rappelons toutefois que le bassin de Longwy compte environ 100,000 habitants.

«Le PUS «Plan Urgence sécurité» mis en place en 2012 est une fusée à plusieurs étages» dicit M Rouquet. Si c'est comme pour le décollage, attention à l'impact.

Les services de la Préfecture reconnaissent seulement que nous sommes un service public exposé, pour nous c'est plutôt explosé.

Voici le catalogue:

1/Mise en place d'une politique d'information appelant au respect des personnels de la DGFIP: affiche précisant les sanctions en cas d'agression d'un agent,

2/ L'administration veut faire évoluer les moyens de paiement au guichet: généralisation de TPE, réduction drastique des paiements en espèces.

3/ Mise en place d'un plan de sécurisation renforcée des bâtiments:

- un rideau métallique pour sécuriser l'entrée des personnels à PAM (financement DDG 1980 euros).

- à la Cité Administrative: installation d'une caméra surveillant les sorties de véhicules et les accès piétons au SIP Nord-Est.

- installation de 2 caméras reliées à un écran de contrôle à la trésorerie de Saint Nicolas de Port

- installation de plusieurs caméras reliées à un enregistreur aux CFP de TOUL et de LONGWY.

- installation d'une caméra à Colombey-les-Belles, Haroué, Thiaucourt, et Audun-le-Roman.

4/Renforcer la politique de prévention pour permettre aux agents de gérer au mieux les situations difficiles.

5/Consolider l'accompagnement des personnels en cas d'incident par la prise en charge de tout incident.

Promotion des fiches de signalement (rappel systématique aux chefs de service par note de service) Référent juridique (chef RH)

6/Une protection renforcée de tous les personnels de la DGFIP.

Nous avons constaté qu'avec la recrudescence des fiches de signalement, les vitres mises en place aux caisses et aux divers accueils étaient appréciées en cas d'agression. Et dire que l'on nous riait au nez quand nous demandions ce genre de dépenses en CHSCT.

Nous nous interrogeons sur le dépôt d'une main courante qui n'a pas donné lieu à l'établissement d'une fiche de signalement. Mr sauvage estime aussi que ce n'est pas normal, il mènera l'enquête.

**«L'intellectuel est un homme qui attend impatiemment la contradiction.»**